



Audit

osez une signature
qui rassure

SAS au capital de 316 000 €
RCS Orléans 087 180 089

Siège social :
1A Allée des Balletières
45650 SAINT JEAN LE BLANC

FONDATION VAL DE LOIRE

Fondation

**Siège social : 6 ALLEE DES DOMINICAINES
45140 SAINT JEAN DE LA RUELE**

SIREN 775 508 179

EXERCICE 2025

Clos le 31/12/2025

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

PRESENTE PAR

La S.A.S. OSE AUDIT

Société de Commissaires aux Comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux membres de la FONDATION VAL DE LOIRE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FONDATION VAL DE LOIRE** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés l'annexe des comptes annuels :

- Note numéro 2.1 « *Faits caractéristiques de l'exercice* » concernant la fin du litige avec le Conseil Départementale du Loiret ;

- Note numéro 3 « *Principes et méthodes comptables & nouveau règlement ANC 2022-06* » concernant la première application du règlement ANC N° 2022-06 complété par le règlement ANC 2023-03 modifiant le règlement ANC N° 2018-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres

Les rapports d'activités des établissements ne nous ayant pas été communiqués, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ces documents en vue de nous assurer de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la commission de finance du Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Jean-le-Blanc, le 24 avril 2026

Le Commissaire aux Comptes,

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre,

S.A.S OSE AUDIT



Jorge DA CUNHA

Commissaire aux comptes

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais de développement			
		Donations temporaires d'usufruit			
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	50 600	30 467	20 133
		Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	19 248	19 248	
		TOTAL	69 848	30 467	39 381
	Immobilisations corporelles	Terrains	51 811	51 811	46 701
		Constructions	3 173 749	2 655 681	518 068
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 991 693	2 222 339	769 353
		Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes			994 878
		TOTAL	6 217 254	4 878 020	1 339 233
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Actif circulant	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations			
		Créances rattachées à des participations			
		Autres titres immobilisés			
		Prêts	48 307	48 307	26 764
	Autres immobilisations financières		28 477	28 477	28 477
		TOTAL	76 784	76 784	55 241
	Total (II)		6 363 887	4 908 487	1 455 399
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	690 584	690 584	883 529
		Créances reçues par legs ou donations			
		Autres créances	62 136	62 136	43 037
		Charges constatées d'avance	29 433	29 433	36 762
		TOTAL	782 155	782 155	963 329
	Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus	727 284	727 284	634 877
		Disponibilités	375 102	375 102	1 469 932
	Total (III)		1 884 542	1 884 542	3 068 139
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		8 248 429	4 908 487	3 339 942	4 248 324
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	710 479	710 479
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 332 444	1 392 546
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 332 444	1 392 546
	Report à nouveau	-977 079	-519 932
	<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-3 627 143	-1 664 667
	Excédent ou déficit de l'exercice	-807 666	-517 249
	<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-493 003	-1 256 638
	Situation nette (sous-total)	258 177	1 065 844
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	688 195	688 195
Total (I)		946 372	1 754 039
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total (I bis)		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	366 707	85 784
	Total (II)	366 707	85 784
Provisions	Provisions pour risques	141 781	670 610
	Provisions pour charges		
	Total (III)	141 781	670 610
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	420 747	377 307
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	343 243	340 623
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 091 670	1 010 570
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	29 419	8 988
	Produits constatés d'avance		400
	Total (IV)	1 885 080	1 737 890
	Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		3 339 942	4 248 324
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	174 232	
	(2) Dont emprunts participatifs		

FONDATION VAL DE LOIRE

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		1 713
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico-sociales		
	Ventes de prestations de service	57 321	24 534
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et medico-sociales		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	9 078 244	8 984 222
	dont contrib. financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et medico-sociales		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
Charges d'exploitation	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	670 610	111 925
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 105 507	
	Utilisations des fonds dédiés	266 482	20 160
	Autres produits	93 887	104 304
	Total des produits d'exploitation (I)	11 272 053	9 246 860
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	2 399 491	2 617 810
	Aides financières	2 980	
	Impôts, taxes et versements assimilés	602 478	633 204
	Salaires	5 008 896	4 869 415
	Cotisations sociales	1 879 057	1 825 088
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	242 878	250 563
	Dotations aux provisions	141 781	110 685
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	1 181 781	
	Reports en fonds dédiés	547 405	
	Autres charges	89 588	47 450
	Total des charges d'exploitation (II)	12 096 340	10 354 217
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-824 286	-1 107 357
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	1 444	
	Autres intérêts et produits assimilés	32 231	36 005
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	33 675	36 005
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	9 661	10 026
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)	9 661	10 026
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		24 013	25 979
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-800 273	-1 081 377

	Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V) Total	1 045	1 439 995
Charges exceptionnelles (VI) Total	8 439	875 867
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-7 393	564 128
Participation des salariés aux résultats (VII) Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	11 306 773	10 722 861
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	12 114 440	11 240 111
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-807 666	-517 249
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-493 003	-1 256 638
Évaluation des contributions volontaires en nature		
Contributions volontaires en nature Dons en nature Prestations en nature Bénévolat TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature Secours en nature Mises à disposition gratuite de biens Prestations en nature Personnel bénévole TOTAL		

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2025

FONDATION VAL DE LOIRE

1	Objet social, activités réalisées et moyens mis en œuvre	4
1.1	Objet social	4
1.2	Activités réalisées	4
1.3	Moyens mis en œuvre	4
2	Faits caractéristiques d'importance significative	6
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	6
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	6
3	Principes et méthodes comptables & nouveau règlement ANC2022-06	7
4	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	9
4.1	Actif immobilisé	9
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	10
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	11
4.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	12
4.2	Actif circulant	12
4.2.1	Actif circulant / depreciation	12
4.2.2	Charges constatées d'avance	12
4.3	Fonds associatifs	13
1 754 039		13
4.4	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	14
4.4.1	Provisions	14
4.4.2	Fonds dédiés	14
4.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	15
4.6	Précisions sur d'autres dettes	16
4.6.1	Produits constatés d'avance	16
4.6.2	Subvention à reverser	16
4.7	Compte de résultat	17
4.7.1	Résultat par activité	17
4.7.2	Passage du résultat comptable au résultat administrative (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes	17
5	Autres informations	18
5.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	18
5.2	Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)	18
5.3	Honoraires des commissaires aux comptes	18
5.4	Informations relatives à l'effectif	19

5.5	Engagements financiers donnés et reçus	19
5.6	Engagements de retraites et avantages assimilés	19

1 **Objet social, activités réalisées et moyens mis en œuvre**

1.1 **Objet social**

Conformément aux dispositions de l'article 1 de statuts, la fondation Val de Loire a pour but :

- L'accueil,
- la protection,
- l'éducation
- la rééducation
- la réadaptation

de l'enfance et de l'adolescence déficientes, ou en danger moral et les diverses actions thérapeutiques à mener en faveur des jeunes inadaptés.

1.2 **Activités réalisées**

Conformément aux dispositions de l'article 2 des statuts « Les moyens d'action de la Fondation sont :

- L'hébergement,
- L'entretien,
- L'instruction sous ses différentes formes et notamment l'organisation de cours préprofessionnels, professionnels ou d'apprentissage.
- Les soins médicaux et psychothérapiques.
- les rééducations de toute nature.
- La gestion d'établissements, centres, foyers ou services agréés pour recevoir des enfants confiés à la Fondation

Et tout ce qui peut concourir au développement à la formation des jeunes et à leur protection

La Fondation Val de Loire, reconnue d'utilité publique, développe son action sur cinq sites dans le département du Loiret et soutenues par le Conseil départemental du Loiret ainsi que l'ARS Centre Val de Loire.

1.3 **Moyens mis en œuvre**

Les établissements ouverts sont :

- MECS d'Orléans et Maisonnées d'Orléans
- MECS de Villemandeur
- DAME de Neuville aux Bois
- Dispositif dit DAPAD
- Dispositif dit DELAI

La Fondation a recours à des effectifs salariés notamment aux postes :

- D'agent de service
- D'assistante sociale
- D'aide médico psy
- De directeur de service

- D'éducateur, éducateur spécialisé
- De maitresse de maison
- De moniteur éducateur
- De surveillant de nuit
- De technicien ...

2 **Faits caractéristiques d'importance significative**

2.1 **Faits caractéristiques de l'exercice**

L'exercice 2025 est marqué par :

- L'arrêt du dispositif DELAI en mai 2025 et le départ des salariés attachés à cette activité
- Le rachat du bail à construction de la MECS de Villemandeur auprès de la Valloire Habitat et la cession de l'ensemble immobilier pour un montant de 1 100 000 € au Fonds de dotation Les Bâtisseurs
- L'acquisition d'une maison d'habitation sis Rue Lamartine à Orléans
- La fin d'un litige et la reprise de provision subséquente pour un montant de 559 925 €. Le Conseil Départemental a donné son accord pour flécher les fonds sur le financement des investissements d'une section dont les dotations aux amortissements étaient historiquement rejetées par l'autorité de tarification. Une provision pour fonds dédiés a en conséquence été constituée pour un montant total de 526 330 € ; les amortissements cumulés au 31 décembre 2024 des biens non financés a fait l'objet d'une reprise de fonds dédiés à hauteur de 186 125 €.

2.2 **Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

Principes et méthodes comptables & nouveau règlement ANC2022-06

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les comptes annuels de notre entité ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 est applicable aux états financiers ouverts à compter du 1er janvier 2025. L'association a donc fait application de ce nouveau règlement comptable pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. Il constitue un changement de méthode imposée par la réglementation, qui impacte la présentation des états financiers.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2022-06 complété par l'ANC n°2023-03.

Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent (N-1) selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués au titre de la colonne comparative "Exercice N-1".

Le bilan et le compte de résultat tels qu'ils ont été arrêtés et publiés au titre de l'exercice précédent sont présentés au paragraphe ci-après :

- Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment présentées en produits exceptionnels sur la ligne opérations en capital sont regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « Produits exceptionnels » pour un montant de 18 K€. Ces quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en produits exceptionnels sont comptabilisées en 2025 en produits d'exploitation sur la ligne « Subvention » pour un montant de 0 K€
- Le poste « Salaires et traitement » est reclassé dans le poste « Salaires ». Ces reclassements n'ont pas d'impacts sur le contenu de ces rubriques.
- Le poste « Charges sociales » est reclassé dans le poste « Cotisations sociales ». Ces reclassements n'ont pas d'impacts sur le contenu de ces rubriques.
- La valeur nette comptable des éléments de l'actif immobilisé cédé figurait en 2024 sur la ligne « Charges exceptionnelles sur opération en capital » pour un montant de 18 K€. Ce montant N-1 est regroupé sur la ligne « Charges exceptionnelles ». La valeur nette comptable des éléments de l'actif immobilisé cédé en 2025 figure à la ligne « Valeurs comptables des immos incorporelles et corporelles cédées » en charge d'exploitation pour un montant de 1 182 K€
- Le produit de cession des immobilisations figurait en 2024 sur la ligne « Produits exceptionnels sur opération en capital » pour un montant de 1 387 K€. Le produit de cession des éléments de l'actif immobilisé cédé en 2025 figure à la ligne « Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles » en produit d'exploitation pour un montant de 1 106 K€
- Le mécanisme des transferts de charge a été supprimé par le règlement ANC2022-06. Le Poste « Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges » des états financiers N-1 comprenait 59 K€ de transfert

de charges. Ce montant figure dans le poste « Autres produits » de la colonne N-1

COMPTE DE RESULTAT		
Produits d'exploitation	31/12/2024 - ANC 2023-03	31/12/2024 (publié)
- Reprises sur amortissement, dépréciations et provisions	111 925	171 027
- Autres produits	104 304	45 202

Au niveau du bilan

- Les charges constatées d'avance s'élevaient à 36 K€ au titre de 2024 et étaient présentées sur une ligne séparée de l'actif. Dans la colonne N-1 les charges constatées d'avance ont été reclassées dans la rubrique « Créances ». Les charges constatées d'avance au titre de 2025 s'élèvent à 29 K€ sont présentées dans la rubrique « Créances ».
- Le poste « autres réserves » présenté dans la colonne N-1 des états financiers de 2025 divergent des états financiers publiés :

BILAN		
Passif - Fonds propres	31/12/2024 - ANC 2023-03	31/12/2024 (publié)
- Autres réserves	1 392 546	1 392 546
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 392 546</i>	<i>1 067 311</i>

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous réserve des paragraphes qui précèdent,
 - Indépendance des exercices,
- Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Actif immobilisé

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	43 138	40 188	13 478	-	69 849
Immobilisations corporelles	Terrains	46 701	48 000	42 890	-	51 811
	Constructions	2 707 885	1 526 493	1 094 247	31 267	3 173 750
	Install. Tech., mat., outillage	78 172	2 802	2 352	-31 267	47 354
	Install. générales, ag. Am. divers	2 176 999	36 895	138 652	-	2 075 242
	Matériel de transport	600 765	5 000	56 267	-	549 498
	Mat bur., informatique, mobilier	336 076	21 929	38 406	-	319 599
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	5 946 599	1 641 118	1 372 815	-	6 217 254
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	55 241	21 543	-	-	76 784
	Total IV	55 241	21 543	-	-	76 784
Total général		6 044 978	1 702 850	1 386 293	-	6 363 887

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	38 587	5 357	13 478	30 467
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	2 629 072	25 951	659	2 655 681
	Install. Tech., mat., outillage	32 406	3 627	-659	35 374
	Install. générales, ag. Am. divers	1 469 292	127 256	94 008	1 502 539
	Matériel de transport	453 587	46 308	56 273	443 623
	Mat bur., informatique, mobilier	241 850	34 378	35 425	240 803
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	4 826 206	237 521	185 706	4 878 021
Total général		4 864 793	242 878	199 184	4 908 488

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction des durées de vie prévue :

- Concession, logiciels 2 à 3 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériels et outillages : 5 à 10 ans
- Installations générales agencements aménagements : 10 ans
- Matériels de transport : 4 à 7 ans
- Matériels de bureau : 5 à 10 ans
- Matériels informatiques : 3 à 5 ans
- Mobiliers : 5 à 7 ans

4.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	38 587	5 357	-	13 478	-	30 467
Corporelles	4 826 206	237 521	-	185 706	-	4 878 021
TOTAL	4 864 793	242 878	-	199 184	0	4 908 488

4.2 Actif circulant

4.2.1 Actif circulant / depreciation

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers & financeurs	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

4.2.2 Charges constatées d'avance

Elles sont constituées de charge d'exploitation

4.3

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement ANC.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit. L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Affectation résultat N-1	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	710 479				710 479
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves propres	325 236			325 236	0
Réserves des activités médico-sociales sous gestion contrôlées	1 067 311		325 236	60 103	1 332 444
Report à nouveau					
Gestion propre	1 144 735	706 157	799 172		2 650 064
Des activités médico-sociales sous gestion contrôlée	-1664 667	-1 223 406		739 070	-3 627 143
Résultat de l'exercice					
Gestion propre	739 389	-739 389		314 663	-314 663
Des activités médico-sociales sous gestion contrôlée	-1 256 638	1 256 638		493 004	-493 004
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables (par l'organisme)					
Provisions règlementées	688 195	0			688 195
Fonds propres	1 754 039	0	1 124 408	1 932 076	946 372

L'apport avec droit de reprise implique la mise à disposition provisoire d'un bien au profit de l'organisme. La convention fixe les conditions et modalités de reprise du bien (bien

repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...). Cet apport est enregistré en fonds associatifs.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

En fonction des modalités de reprise, l'organisme enregistre les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'apporteur.

Si les biens activés sont non renouvelables par l'entité qu'ils s'agissent de biens apportés sans droit de reprise ou de subventions d'investissement portant sur de tels biens (compte 13), le compte 1039 est débité par le crédit du compte 7573 d'autres produits de gestion courante pour un montant égal à celui des amortissements ou au rythme de l'amortissement (subventions).

4.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

4.4.1 Provisions

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées	688 195			688 195
Provisions pour risques	670 611	141 781	670 611	141 781
Provisions pour charges				
TOTAL				

Les provisions sont constituées des fonds à reverser au titre des amendements dit Creton. Le contentieux au Tribunal administratif a pris fin, la provision a fait l'objet d'une reprise.

4.4.2 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS	85 784	21 075	27 725			79 134	
Contributions pour immobilisations		526 330	238 758			287 572	
TOTAL	85 784	547 405	266 483			366 706	

4.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	48 307		48 307
	Autres	28 477		28 477
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	690 584	690 584	
	Autres	62 137	62 137	
Charges constatées d'avance		29 434	29 434	
TOTAL		858 939	782 155	76 784

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-			

Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	420 747	285 359	106 843	28 545
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		343 243	343 243		
Dettes fiscales et sociales		1 091 671	1 091 671		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		29 419	29 419		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		-			

4.6 Précisions sur d'autres dettes

4.6.1 Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance ».

4.6.2 Subvention à reverser

Le poste à « subvention à reverser » constate l'obligation de reversement de subventions lorsqu'il est établi de manière définitive que l'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire contenue dans la convention d'attribution de subvention ne pourra (ont) être atteint (s)..

4.7 Compte de résultat

4.7.1 Concours publics

Les concours publics constatés dans l'exercice se présentent comme suit :

- Financement ARS : 1 531 660 €
- Financement Conseil Départemental : 7 540 984 €
- DRFIP : 5600 €

4.7.2 Résultat par activité

Résultat comptable de l'exercice	Déficit N-1	Excédent N-1	Déficit N	Excédent N
Gestion propre (= libre)				
1 Fondation		706 157	314 663	
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)				
2 MECS Maisonnées Orléans	306 753		834 535	
3 MECS Villemandeur	492 529		281 490	
4 DAME Neuville aux Bois	27 927		25 316	
5 Dispositif Delai	20 698			74 087
6 Dispositif DAPAD – AMO	375 500			523 618
Résultat de l'exercice	517 249		807 667	

4.7.3 Passage du résultat comptable au résultat administrative (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes

	résultat comptable	reprise des résultats antérieurs	Variation provision CP & HS	résultat du compte administratif
DELA	74 087			74 087
DAPAD	523 618			523 618
FONDATION VDL SIEGE	-314 663			-314 663
MECSORLEANS- ANJORRANT ORLEANS	-834 535	2 963	157 420	-674 152
MINIMECS				
MECSVILLEMANDEUR	-281 490	-228 840	4 801	-505 529
DAME- ANJORRANT NEUVILLE	25 316	0	10 129	35 445
	-807 667	-225 877	172 349	-861 195

5 Autres informations

5.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Conformément à l'article 261-7.1°d du Code général des impôts, le montant des rémunérations versées aux dirigeants s'est élevé à 0.00 (zéro)

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 175 188 € en 2025.

5.2 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)

	Exercice	Exercice précédent
Produits		
Bénévolat	35 281	7 125
Prestations en nature		
Dons en nature		
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Personnel bénévole	35 281	7 125

Les heures de bénévolat (2 018 heures) sont valorisées au SMIC horaire du 31 décembre 2025 chargé forfaitairement à 35 %. Il s'agit des heures consacrées par les administrateurs bénévoles lors des réunions de bureau, Conseils d'Administration et Assemblées Générales

5.3 Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	23 904
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	23 904

5.4 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie au 31 décembre 2025 en ETP

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	15	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	124	
TOTAL	139	

5.5 Engagements financiers donnés et reçus

- Nantissement de compte bancaire en garantie de découvert autorisé à hauteur de 600000 €
- Nantissement autre contrat d'assurance vie à hauteur de 600 000 €
- Nantissement de compte bancaire rémunéré à hauteur de 231 000 €
- Nantissement de compte à hauteur de 100 000 €
- Nantissement de compte à hauteur de 100 044 €

5.6 Engagements de retraites et avantages assimilés

Notre entité ne provisionne pas son engagement de retraite. Les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après :

Le régime correspondant est un régime d'indemnités de départ en retraite qui résulte de la convention collective 66 (1 DCC 413)

Le montant notre engagement total s'élève respectivement à 419 K€ au 31 décembre N et 426 K€ au 31 décembre N-1.

Cet engagement est estimé selon la méthode des unités de crédit projeté.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 64 ans
- Taux d'actualisation : 4.15 % en N et 3,75 % en N-1
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %
- Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise les statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche
- Le pourcentage de cotisations/contribution sociales patronales retenu est de 49 %